Le bassin minier du Nord-Pas-De-Calais pris dans les rets de l'aménagement généralisé

*The Nord-Pas-de-Calais Mining Basin: Caught in the trap of generalised spatial
planning*

Patrick Céleste

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/craup/3912>

ISSN : 2606-7498

Éditeur

Ministère de la Culture

Référence électronique

Patrick Céleste, « Le bassin minier du Nord-Pas-De-Calais pris dans les rets de l'aménagement généralisé », *Les Cahiers de la recherche architecturale urbaine et paysagère* [En ligne], 7 | 2020, mis en ligne le 30 juin 2020, consulté le 01 juillet 2020. URL : <http://journals.openedition.org/craup/3912>

Ce document a été généré automatiquement le 1 juillet 2020.

Les Cahiers de la recherche architecturale, urbaine et paysagère sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 France.

Le bassin minier du Nord-Pas-De-Calais pris dans les rets de l'aménagement généralisé

The Nord-Pas-de-Calais Mining Basin: Caught in the trap of generalised spatial planning

Patrick Céleste

- 1 Entre Arras et Lille, respectivement chefs-lieux des départements du Pas-de-Calais et du Nord, le bassin minier prend la forme d'une bande étroite d'une vingtaine de kilomètres du nord au sud et s'étire d'ouest en est sur près de 200 kilomètres se prolongeant même au-delà, jusqu'aux Ardennes.
- 2 Qui se déplace dans ces départements traverse presque obligatoirement le bassin minier et y rencontre des terrils. Son chemin lui fera longer routes et rues bordées de maisons de briques se ressemblant tant qu'il lui sera difficile de distinguer celles destinées aux familles de mineurs des autres. Des habitations simples, souvent serrées les unes contre les autres et auxquelles s'identifie la région. Dans certaines communes, les cités minières représentent jusqu'à 70 % des logements.
- 3 C'est en tant qu'architecte-conseil de l'État (ACE) auprès de la direction départementale du Territoire et de la Mer (DDTM) du département du Pas-de-Calais de 2015 à 2017 que j'ai arpenté ce département, pris connaissance de la diversité du terrain et émis des avis sur de nombreux projets intéressant le bassin minier. Comme tous les ACE, j'étais à la fois un observateur et un acteur engagé auprès des services de l'État, des élus, des bailleurs sociaux, et enfin des particuliers.
- 4 Ces fonctions étaient concomitantes du rapport de mission interministérielle « Préfiguration d'un contrat partenarial d'intérêt national pour le bassin minier du Nord et du Pas-de-Calais » (2016) dirigé par Jean-Louis Subileau¹. Ce rapport consistait en un diagnostic fédérant un grand nombre de données (démographiques, relatives à l'habitat, aux mobilités, aux services...) et soulignait les difficultés démographiques, économiques et sociales cumulées par le bassin minier. À partir des années 1960, le

déclin puis l'arrêt de l'activité charbonnière se sont traduits par une diminution de la population des 250 communes du bassin minier et par une élévation des taux de pauvreté et de chômage : 19,7 %, soit dix points au-dessus de la moyenne nationale. Partant de ce diagnostic, et prenant acte des nombreuses qualités et potentialités du territoire – dont témoigne l'inscription du bassin minier au patrimoine de l'Unesco en 2012² –, l'objectif du rapport était d'apporter des réponses coordonnées afin d'améliorer durablement une situation préoccupante marquée par la précarité, l'habitat indigne, les transports en commun insuffisants, mais aussi par un étalement et un fractionnement urbains que renforce une faible coordination intercommunale. Quatre grands objectifs avaient été fixés au rapport dès la lettre de commande, requérant pour chacun la présentation des moyens mobilisables et les acteurs économiques et politiques associés :

- établissement d'un plan de réhabilitation de l'ancien patrimoine des Houillères de France à l'horizon de dix ans, en alliant une analyse de l'occupation sociale à une estimation des capacités financières des bailleurs sociaux ;
- élaboration d'un plan de restructuration urbaine des cités minières en lien avec les centres-villes et les bourgs qui les bordent ;
- identification des pôles de développement économique pour contribuer à la relance de l'activité dans le bassin minier ;
- présentation d'un schéma de gouvernance politique et technique pour la mise en œuvre du projet d'intérêt majeur.

- 5 L'évolution du bassin minier s'appuie ainsi sur des dynamiques portées par de nombreux acteurs. Les différentes institutions (services de l'État, collectivités, bailleurs sociaux, etc.) sont amenées à proposer et prendre des décisions, et à porter des projets pouvant avoir un impact sur le patrimoine inscrit. Dans ce contexte, les services de l'État doivent se porter garants de la préservation de ce bien tout en l'intégrant dans un projet plus vaste de développement concerté et coordonné à l'échelle interdépartementale.
- 6 C'est donc au titre d'une pratique d'urbaniste, d'architecte et de chercheur dont l'angle d'étude est essentiellement morphologique que je me ferai ici le témoin de cette expérience. Quelles significations attribuer aux expressions de « paysage post-minier » et de « paysage culturel en devenir » qui animent les politiques locales depuis que les mines sont fermées, dès lors qu'on confronte ces deux notions à la morphologie et aux transformations d'un territoire qui, pour une large part, ne relève pas de l'économie houillère ?
- 7 La connaissance que j'ai pu acquérir du Nord-Pas-de-Calais et de ses enjeux m'amène dans cet article à considérer le paysage post-minier d'une part comme l'héritier d'une occupation essentiellement rurale, faite de hameaux, villages, bourgs et quelques villes moyennes, et d'autre part, comme un des constituants d'un territoire que les aménagements des six dernières décennies ont intégré parmi d'autres.
- 8 Cette connaissance est le fruit d'une approche inductive qui repose sur une observation du terrain, une phénoménologie, menées selon une exploration d'abord erratique. Elle s'apparente à la « dérive » si chère à Guy Debord en se laissant porter par les lieux et l'ambiance qu'ils laissent transparaître. Y succède le fait de revenir plusieurs fois sur le terrain, de dessiner, de prendre des notes, de parler aux habitants, aux élus, de prendre connaissance des documents que l'aménagement ne cesse de produire abondamment (publiés par de nombreuses instances ou conservés dans les archives).

Méthodologiquement, c'est le terrain qui sert de toise aux connaissances, celles-ci sont plutôt glanées que systématiquement rassemblées au cours des rencontres, des lectures et des consultations documentaires.

- 9 Promeneur, j'ai été particulièrement sensible à la diversité et à la richesse des cités minières si longtemps décriées. Au-delà d'un attachement empreint de nostalgie aux conditions de vie des mineurs et au cadre de leur vie quotidienne, ces écoquartiers de fait m'apparaissent offrir des perspectives d'avant-garde au regard des enjeux contemporains.
- 10 Autre référence : la notion de fragmentation, issue des travaux menés en collaboration avec Caroline Rozenholc³ sur des territoires dont le statut et le devenir sont incertains, en suspens⁴. Opérante pour les Hauts-de-France, cette notion s'est imposée dès mes premières observations dans le bassin minier. Une fragmentation d'abord physique, relevant de territoires découpés en entités plus ou moins étanches prises dans un entrelacs de réseaux de toutes natures, d'enclavements divers, commerciaux, industriels, de quartiers. Cette fragmentation témoigne aussi de l'aboutissement partiel de certaines politiques qui, abandonnées ou remplacées, laissent des traces, comme par exemple ces réserves de voies rapides n'existant que sur des cartes, créant des espaces en suspens, au statut juridique indéfini, mais dressant pourtant des frontières tenaces pendant des décennies. Le fait qu'un territoire soit fragmenté ne s'oppose pas à son urbanisation continue, l'étalement urbain va de pair avec sa constitution par plaques entre lesquelles se dressent de nombreuses barrières. La notion de fragmentation renvoie donc aussi à un ordre immatériel lié à des manières de faire et de penser. L'une des principales conséquences est d'accélérer les phénomènes de palimpseste par lesquelles certaines couches enfouies du territoire resurgissent au fil des aménagements successifs⁵. En leur temps, les concessions des charbonnages dessinaient une cartographie administrative ne coïncidant ni avec la géographie de surface, ni avec le découpage communal ; elles créaient une urbanisation par fragments sans homogénéité ni cohérence administrative. C'est une des grandes caractéristiques du « paysage minier » que les aménagements récents de démultiplication du réseau routier et le *zoning* fonctionnel ont renforcée. C'est ce phénomène par lequel chaque tentative de réparation contribue à améliorer, mais ajoute aussi un peu plus à l'imbricatio général que je désigne ici par « aménagement généralisé ».
- 11 Mettre en regard l'analyse résultant de ces différentes approches avec les orientations et projets issus du rapport de préfiguration témoigne de la difficulté des rencontres mais aussi de l'intérêt de leur confrontation.

Les états paysagers successifs du bassin minier menant à la fragmentation du territoire

Paysages ruraux, urbains, industriels et houillers

- 12 Deux cartes scolaires datant des années 1950 (fig. 1 et 2) représentent en hachures grises le bassin minier, qui se prolonge à l'est jusqu'à Namur en Belgique. Sur la première carte, cette longue langue, enfouie dans les profondeurs des sols, fait fi de la géographie de surface, de la topographie, des limites des provinces et des frontières entre pays. Elle est déjà en soi un indicateur que le paysage minier se fond dans d'autres paysages. La seconde carte montre l'importance des industries liées au

charbon. Elle superpose au bassin minier les industries de tous ordres et figure entre celles-ci les productions agricoles, dessinant dans l'intrication des mots, la variété des paysages.

Figure 1. Le bassin minier du nord de la France.

Carte de nos écoles, Librairie Hatier

Figure 2. Les industries liées au charbon.

Carte de nos écoles, Librairie Hatier

- 13 Ces cartes nous permettent de comprendre le substrat géographique sur lequel s'est constitué le bassin minier. Avant que l'exploitation minière ne se soit développée à une échelle industrielle, au milieu du XIX^e siècle, le territoire était essentiellement agricole, composé de champs, de bois occupant tantôt des plaines, tantôt des terres vallonnées avec, de loin en loin, des villes : Béthune à l'ouest, Lens, Douai au centre du bassin et, plus à l'est à son extrémité, Valenciennes. Le système urbain d'alors peut être représenté sous la forme d'un maillage composé de triangles équilatéraux dont chaque nœud représente un village, un bourg, une ville. Ces nœuds sont distants de trois à cinq kilomètres (voir fig. 7).

L'exploitation industrielle du charbon

- 14 C'est sur ce fond essentiellement rural que s'est implantée l'exploitation minière le long de cet étroit filon de 200 km sur 20 km profondément enfoui dans le sol et ne coïncidant en rien avec le découpage communal.

Figure 3. Carte des concessions minières, mi-XIX^e siècle.

Centre historique Minier, Lewarde (59287).

- 15 Voici un fait majeur de la construction du paysage minier : la colonisation et la fragmentation des sols de surface par le sous-sol. Ce sous-sol n'est accessible à la connaissance qu'en y perçant des sondages et en suivant, de galerie en galerie, les filons de charbon d'épaisseurs et de richesses minérales variables. Un lien vertical entre le sol et le sous-sol s'organise autour des puits. L'exploitation se situait tantôt en plein champ, tantôt en bordure de village d'un bourg ou d'une ville. Une nouvelle population s'est installée au rythme de l'augmentation de la production de charbon. Ainsi, peu à peu, s'est constituée une forme singulière d'urbanisation allant de quelques rues étroites regroupant des maisonnettes alignées (les corons) à des cités « modernes » réalisées en béton selon le procédé Camus⁶, en passant par de véritables cités-jardins dotées de tous les équipements et services.

- 16 Aux exploitations et habitations s'ajoutait ce qui les relie : tout un ensemble de voies ferrées secondaires au réseau ferré majeur desservant les villes. Le maillage ainsi formé, extrêmement dense et répondant à ses propres impératifs (respect des pentes douces), est venu s'ajouter à un treillis ancestral fait de routes et de bons chemins. Ne pas imaginer que ce réseau ferroviaire reliait les hommes ! Non, c'est le charbon qu'il portait.

Figure 4. Extrait d'une des représentations de l'ensemble des fosses n° 11, 16, 3 et 9 de la Société des mines de Lens vers 1920.

Archives du Centre historique minier à Lewarde.

- 17 Sur fond d'une campagne encore ni fragmentée ni enclavée comme elle l'est devenue en bien des endroits, on distingue sur la figure 4 les dispositifs industriels d'extraction, de traitement et de transport du charbon. Faisant corps avec ceux-ci, les maisons des ingénieurs, du personnel d'encadrement et des mineurs, chacun vivant en famille et occupant une parcelle plus ou moins grande. Au souci de rationalité industrielle propre aux dispositifs miniers ^[59] qui exaltent la singularité technique de chaque élément de l'exploitation ^[60], s'oppose la rationalité de l'uniformisation des habitations, avec toutefois quelques variations selon la catégorie de personnels à laquelle elle est destinée.

Figure 5. Les fosses n° 7 et 7 bis de la Société des mines de Lens, vers 1920.

Archives du Centre historique minier à Lewarde.

- 18 Ici (fig. 5), le puits, le réseau ferré et les corons constituent une entité autonome qui inscrit sa rationalité au sein d'une campagne figurée comme uniforme et infertile. On notera les voies rectilignes, qui sont l'une des caractéristiques des cités minières avant qu'elles n'adoptent le modèle des cités-jardins. Ces rues qui ne finissent pas semblent vouloir s'étendre en damier en l'attente de l'ouverture de nouveaux puits et de l'agrandissement de l'exploitation. Quant aux corons, antérieurs à ces cités de grande étendue et parfaitement dessinées, ils sont beaucoup plus frustes et dépourvus de jardins. Les implantations près des villages montrent le conflit, ne serait-ce que morphologique, entre la structure « organique » et quelque peu fermée du village et celle orthogonale et expansive des corons (fig. 6). Les nouveaux tracés urbains enveloppent et nient le caractère fini de l'ancien village et lui préfèrent les formes ouvertes et expansives de l'implantation des maisons de mineurs et des équipements qui les accompagnent. Ces tracés dessinent une sorte de grille orthogonale propre aux villes de fondation. C'est un dispositif de conquête et d'effacement progressif du passé. La seconde originalité tient à la séparation maison/jardin (autre dispositif colonial) qui instaure, de fait, la non-possession de son habitation tout en répondant à un mode rural d'habiter dans lequel le potager peut se situer loin de la maison. Le jardin, outre sa fonction vivrière, est un indicateur de la moralité et de la propreté du travailleur et de sa famille. Les jardins, bien visibles depuis les ruelles, faisaient d'ailleurs l'objet d'une surveillance attentive de la part du personnel d'encadrement des mineurs. Si ces jardins n'étaient pas suffisamment entretenus, il y avait motif à remontrances, voire à des sanctions.

Figure 6. « Plan du village de Barlin et des cités ouvrières de la compagnie ».

Le village agricole de Barlin est, en 1900, littéralement encerclé par les cités minières de la compagnie de Vicoigne-Nœux. Au sud du village, les premiers corons ; à l'ouest et à l'est, des cités pavillonnaires. (Notice de la compagnie des mines de Vicoigne et de Nœux, Lille, 1900).

Nadia et Marc Breitman, *Les maisons des mines : dans le Nord et le Pas-de-Calais*, Mardaga (Modèles Urbains), Liège, 1995.

- 19 Une forme très singulière d'urbanisation s'est ainsi constituée : horizontale et étendue sur des dizaines de kilomètres. Elle ne formait pas pour autant un tout. Bien au contraire, chaque concession y affirmait son autonomie, sa force économique et politique dominante. Les concessions ont contrôlé très vite l'administration des communes, avec des arrangements quand les communes étaient situées à cheval sur deux ou trois concessions. Les quelques exemples ici présentés et brièvement commentés montrent déjà qu'intervenir sur ces cités et groupements ne peut répondre à un modèle général.

L'aménagement *versus* projets

- 20 Aux lendemains de la Seconde Guerre Mondiale, deux phénomènes majeurs sont advenus. Le premier tient au long et douloureux déclin des Charbonnages de France réunifiés en 1946 en un ensemble national. Le déclin mit des décennies pour s'achever en 1990 pour le bassin minier du Nord-Pas-de-Calais. L'établissement public à caractère industriel et commercial ne fut dissous qu'en 2007.
- 21 Le second phénomène est celui d'un aménagement généralisé qui, évoqué en introduction, a pris plusieurs formes, du *zoning* à l'étalement urbain, sous l'impulsion du « tout voiture et du tout camion ». Le schéma ci-dessous (fig. 7) reproduit en gris le maillage ancestral des villages bourgs et villes, auquel se superposent les étendues constituées des filons houillers (tache beige) et des concessions minières, ainsi que le réseau des voies rapides (en rouge).

Figure 7. Bassin minier, maillage ancestral et aménagement routier.

Dessins de Patrick Céleste.

- 22 Pour l'automobiliste-visiteur, qui n'est donc pas un « navetteur » soumis à des allers et retours journaliers⁷, le bassin minier apparaît prisonnier d'un écheveau de voies de tous gabarits dont la logique circulatoire ne répond nullement à un repérage selon l'orientation des points cardinaux, mais à une logique du guidage par des panneaux routiers qu'une forêt de publicités brouille à la vue. C'est comme partout pourrait-on dire, si ce n'est qu'en raison de l'agglomération étale commencée dès le milieu du XIX^e siècle, qui fait se coller villes, bourgs, villages, carreaux des mines, cités minières, terrils, cavaliers et voies ferrées, le phénomène y est à la fois antérieur et plus important.
- 23 La campagne se trouve prise dans le filet des réseaux et des enclaves, à l'instar d'une urbanisation elle-même enserrée dans un imbroglio bâti hétérogène. Cette urbanisation est d'autant plus étale qu'une large majorité des habitations est constituée de maisons d'un simple étage ou comble sur rez-de-chaussée. Diffuse, étale mais cependant fragmentée, elle relève de plaques plus ou moins introverties, découpées par un réseau autoroutier, routier et d'échangeurs dont certains couvrent une surface aussi importante que les communes dont ils sont limitrophes.
- 24 Sur ce territoire, le plus paradoxal tient ainsi au fait que ce qui relie paradoxalement sépare, et que tout est à la fois proche et loin de tout. Si personne ne se situe à plus de 4 km d'une voie rapide, le Pas-de-Calais est aussi l'un des départements les moins motorisés de la France métropolitaine et la couverture des transports en commun, en particulier est/ouest, y reste très insuffisante.

Figure 8. Fragmentation du territoire minier.

Dessin de Patrick Céleste, sur fond photographique IGN.

- 25 L'aménagement devait (et doit toujours) servir un dessein économique national et de modernisation avec son arsenal de réseaux viaires, de grands ensembles et de lotissements, de centres commerciaux, de zones d'activités et d'entrées de ville qui peu à peu se rejoignent.
- 26 Cet aménagement tient aussi aux paradoxes locaux portés par chaque commune ou petite agglomération en attente d'attractivité économique ou démographique. Ainsi tel maire, qui se plaint du dépérissement de ses commerces de centre-ville et se dit engagé pour les « circuits courts », le maintien de l'agriculture et des « couloirs écologiques », fait des pieds et des mains pour que s'implante, sur de bonnes terres agricoles, un centre commercial engagé à pratiquer une politique de prix bas. Rien de nouveau, si ce n'est que ces pratiques désordonnées et contradictoires, se réclamant de la nécessité et de l'urgence, s'ajoutent aux singularités du bassin minier où l'agglomération est tout à la fois étale et fragmentée.
- 27 Parler de « paysage post-minier » perd alors une grande part de sa pertinence car ce paysage est majoritairement hybride et déchiré, composé de bien d'autres éléments que ceux hérités de la mine. Il s'agit fondamentalement d'un paysage morcelé pour lequel le qualificatif de « périphérique » serait plus pertinent. L'unité y réside dans l'hétérogénéité.

Les cités-minières et leurs maisons, entre réparation patrimoniale et économique, préservation, rénovation ou destruction

- 28 Le bassin minier garde un caractère socio-économique spécifique au sein de sa région. Le logement des mineurs y tient une place prépondérante⁸. Généralement très

enclavées dès leur origine, ces cités minières se trouvent aujourd'hui prises dans le filet composite de l'étalement urbain, des voies rapides et du « tout voiture », des zones commerciales et d'activités. Leur devenir, qui peut et doit pleinement profiter du classement Unesco, ne peut ainsi se penser que dans ce vaste territoire en devenir constituant leur cadre général.

Classements : avantages et contraintes

- 29 Les stratégies de classement ont bénéficié aux cités minières. Pour l'Unesco, la sélection des sites et des objets à inscrire s'est effectuée selon une répartition dite en « en peau de léopard », dans laquelle chaque « ocelle » correspond à un site classé. Tout autour de ces sites existe un halo protecteur dit « zone tampon » qui fait l'objet d'une attention particulière. Aucun lieu n'est éloigné d'un site classé et, de fait, c'est l'ensemble du bassin qui est classé au patrimoine mondial de l'Unesco (labellisé et protégé). Cette protection a été renforcée par le classement de certains édifices aux Monuments historiques et celui des 78 terrils par la direction régionale de l'Environnement et du Logement (Dreal).
- 30 Les sites classés ne peuvent ni rester en l'état, ni être laissés en friche ni représenter un témoignage figé des modes de vie des mineurs. Toutes les cités minières jouxtent les puits des mines désaffectées. La vie domestique qui maintenant s'y tient n'entretient avec le monde du travail houiller qu'un rapport mémoriel que parfois ravive la mutation d'anciens équipements de cette industrie en musées, pépinières d'entreprises... Pourtant, le sentiment d'appartenir à un territoire, d'être héritier d'une tradition minière, est fort. Lors de réunions de travail et de rencontres au gré des visites de terrain, nombreux sont ceux qui ont rappelé que leurs parents, leurs grands-parents ou des proches ont été mineurs et venaient de l'étranger : de Pologne, le plus souvent, pour les anciennes migrations, d'outre-Méditerranée pour les plus récentes. D'ici dix ans, il est à prévoir que l'ensemble du parc de logements sociaux sera occupé par des locataires « ordinaires » et non plus par des mineurs ou leurs ayants droit. Évolution inévitable et naturelle.
- 31 Si les quartiers d'habitation constituent la part « vivante » du bassin, il n'en demeure pas moins qu'il faut craindre pour l'avenir de beaucoup d'entre eux : ils sont souvent inhabités, murés, aux motifs de leur insalubrité (l'humidité), qu'ils ne sont que des « passoires thermiques » et que toute remise aux normes n'entre dans aucun équilibre économique.
- 32 L'inscription au patrimoine mondial, par les multiples moyens qu'elle offre, est une chance rare de développement et de mise en valeur pour un territoire. Elle oblige pourtant à prendre en compte des contraintes, à surmonter les contradictions entre ce qui fut, est et peut être, entre contemporanéité et histoire.
- 33 Le rapport *Préfiguration d'un contrat partenarial d'intérêt national pour le bassin minier du Nord et du Pas-de-Calais*⁹ souligne d'ailleurs la profonde contradiction entre le respect de ce patrimoine et le coût de sa réhabilitation que les bailleurs ne peuvent prendre en charge sans l'aide des collectivités. La question énergétique est souvent au cœur de la problématique et condamne les anciens quartiers miniers à moins que des moyens financiers importants ne viennent au secours de leur préservation.
- 34 Ces difficultés sont si fortes que l'architecte-conseil invité à porter son attention en agissant de préférence sur les dispositifs matériels (puisque tel serait son domaine de

compétence), se voit endosser les habits de l'économiste, du spécialiste du commerce et des mobilités, de l'ethnologue, du sociologue, de l'écologue, voire du politique. Ces habits ne lui siéent pas tous, loin s'en faut, mais il doit les endosser quand son avis est engagé dans le cadre des dossiers de rénovation de cités reposant sur la démolition d'un nombre important de leurs maisons ☞ fût-il en complet désaccord de telles propositions. Le classement au titre de l'Unesco n'est pas toujours une garantie de préservation.

Deux conceptions de l'actualisation des cités minières

- 35 La comparaison de deux conceptions radicalement différentes de rénovation/réhabilitation de cités minières, Bruay-la-Bussière et la cité des Provinces (Lens), est d'autant plus éclairante qu'il s'agit dans l'un et l'autre cas de projets de grande qualité.
- 36 La cité de Bruay-la-Bussière, rénovée au milieu des années 1990 (architectes Nadia et Marc Breitman), repose sur une importante démolition de l'existant et sur une proposition urbaine relevant, dans la lignée de l'école de La Cambre et des travaux des frères Krier, du mouvement de défense de l'architecture européenne. À travers la permanence d'un lien organique entre les places, les rues, les îlots, les maisons et les équipements collectifs, cette proposition urbaine accorde aux « figures » traditionnelles de la ville la capacité de porter un projet collectif de ce qui n'était pas encore nommé « vivre ensemble ». La comparaison avant/après (fig. 8) montre que la structure parcellaire en lanière des maisons ☞ dont nous verrons plus loin les potentialités ☞ est effacée au bénéfice d'une structure en îlots, comme autant de figures dessinant un « beau plan ». Ce projet prend en compte l'importance désormais accordée à la voiture individuelle et le fait qu'un jardin vivrier n'a plus autant sa place qu'au temps de l'habitat minier. La densité est en outre plus que doublée.
- 37 Vingt-cinq ans plus tard, le projet pour la cité des Provinces à Lens (Studio A&P) repose sur une prise en compte de l'état du bâti après un diagnostic nuancé et une série d'arbitrages, de concertation et de prises de décisions économiques et politiques. Quatre-vingt années après la création des cités, les ventes des maisons, réhabilitations, démolitions partielles et réalisations de nouveaux programmes, est apparue la nécessité de mener des études approfondies que la figure 9 synthétise. Ce document illustre, par-delà ses détails, l'attention portée à la complexité de situations réclamant des réponses circonstanciées. Le projet repose sur le respect et la valorisation du grand mail qui fixe les grands axes de la composition urbaine ; il s'inscrit dans une structure urbaine plus large et reconnaît la haute valeur patrimoniale de bon nombre de maisons de mineurs et d'ingénieurs, ainsi que celle des équipements majeurs dont les groupes scolaires. Ce document note aussi des « points faibles » comme la coupure du par la barrière que constitue le réseau ferré au sud.

Figure 9. Bruay-la-Buissière avant et après.

Nadia et Marc Breitman, *Les maisons des mines : dans le Nord et le Pas-de-Calais*, Mardaga (Modèles Urbains), Liège, 1995.

Figure 10. Cité des Provinces- Lens.

Synthèse des Études urbaine, paysagère, architecturale (STUDIO A&P), sociale (ORGECO) et énergétique (DIAGOGAT), maîtrise d'ouvrage Mission bassin minier/SIA Habitation, 2016.

Les maisons des mineurs

- 38 Ces maisons offrent des capacités de résilience qui constituent le meilleur atout du paysage post-minier alors même que beaucoup d'entre-elles sont menacées de destruction. Certaines rénovations-réhabilitations peuvent se faire par pans entiers d'une cité, tandis que d'autres sont réalisées au cas par cas. Le devenir des maisons est très variable. Certaines, dont la vétusté rend une démolition inévitable, sont

remplacées par des logements « aux normes » et donnent lieu à un remembrement parcellaire. D'autres, grâce à une gamme de réhabilitations en milieu occupé, peuvent être vendues à des particuliers ou laissées à des ayants-droits.

- 39 Les archives du Centre historique minier de Lewarde révèlent, par la diversité et l'évolution des plans, groupements et styles des maisons de mineurs, témoignent de leur capacité à être transformées.

Figure 11. Maisons ouvrières de la compagnie minière Sogimorpa.

Archives du Centre historique minier de Lewarde.

- 40 C'est à partir de telles planches classées par concessions minières qu'il est possible d'établir un tableau des dispositions parcelle/maison/annexe/jardin.

Figure 12. Tableau des dispositions.

Dessins de Patrick Céleste.

- 41 La gamme des implantations des maisons dans leur parcelle montre la variété des types que les compagnies minières ont développés afin de répondre à l'amélioration du cadre de vie de leurs employés et contribuer ainsi à les fixer. Il s'agissait alors de répondre à la concurrence entre compagnies, mais aussi de participer à un débat politique et social¹⁰.
- 42 On ne saurait d'autant moins dissocier la maison de sa parcelle et de ses abords (autant espace public que voisins) que la grande richesse de ces maisons tient à la parcelle qu'elle « habite ». Parcelle souvent vaste, héritage du temps où le mineur et sa famille entretenaient un potager, un verger, un poulailler, un clapier, une soue à cochons. Selon la position de la maison dans sa parcelle, les dispositifs intérieurs des pièces différaient comme différaient les usages des espaces extérieurs. Ce qui fait « patrimoine » et qui assure la pérennité de la maison, ce sont les interactions entre tous les éléments occupant la parcelle, comme le montre ci-après un exemple de relevé effectué chez un particulier.

Figure 13. Relevé d'une parcelle - groupement de quatre maisons.

Dessins de Patrick Céleste - observations de juillet 2016.

- 43 Les cités et leurs maisons portent en elles deux qualités auxquelles notre sensibilité contemporaine est particulièrement attachée :
- une réelle mixité sociale à l'origine (du moins dans les cités-jardins), puisque dans la même cité habitait l'ensemble de la hiérarchie minière, des mineurs aux ingénieurs. Il en demeure bien des traces, depuis les maisons ouvrières jusqu'aux maisons de maîtres ;
 - une réelle attention portée aux espaces publics et aux jardins, dont l'étendue offre une possibilité d'usages importants, du jardin d'agrément au potager. De telles qualités pourraient servir de référence à bien des écoquartiers contemporains.

La nécessaire coordination des projets pour la réparation des paysages post-miniers

- 44 Les politiques de réparation des paysages post-miniers ne peuvent se cantonner aux vestiges de l'exploitation minière. Ils doivent se situer à un niveau plus général, régional, tout en portant un regard critique sur les aménagements récents issus de la dynamique des réseaux et de l'urbain généralisé : réparation patrimoniale et économique peuvent alors entrer en contradiction. S'attacher à tout ce qu'implique l'expression « patrimoine culturel évolutif¹¹ » caractérise une position peut constituer un moyen de faire face à l'aménagisme forcené. Par exemple, les potentialités d'adaptation contemporaine de la maison minière sur sa parcelle sont particulièrement significatives, elles offrent une alternative que nous qualifions « d'avant-garde » aux discours vertueux d'un nouvel habitat écologique.
- 45 Ces politiques de réparation peuvent se décliner à trois échelles en veillant à ce que chacune intègre une vision globale et concrète : l'échelle du territoire et de son paysage, l'échelle de la vie quotidienne (le quartier, la cité...) et celle enfin de la maison.

Les dimensions économiques et politiques

- 46 Le paysage minier tient une place importante cependant indissociable du paysage global contemporain. Agir au niveau territorial, ainsi que le rapport de *Préfiguration d'un contrat partenarial d'intérêt national pour le bassin minier du Nord et du Pas-de-Calais*¹² y invite, c'est fédérer un ensemble de volontés et de moyens à toutes les échelles décisionnelles et économiques. Le Louvre-Lens est un très bon exemple de conjonction entre le niveau national et le niveau régional, tout comme, à une échelle plus locale, les chemins de randonnée suivant les anciennes voies ferrées d'acheminement du charbon ou les pépinières d'entreprises implantées dans les locaux désaffectés des charbonnières. Le rapport présenté par Jean-Louis Subileau fait l'inventaire de tous les projets en cours et potentiels, dont la liste impressionnante couvre tous les domaines. Il emporte en ce sens la conviction d'un engagement efficace de l'État et des collectivités, engagement bien circonscrit dans un calendrier et un budget. La politique d'actions se concrétise sous plusieurs formes : mesures législatives, allègements fiscaux pour les entreprises participant à la « dynamisation » du bassin minier, enveloppe dédiée à la réhabilitation énergétique des logements miniers, budget attribué à l'insertion des chômeurs de longue durée vers des filières d'avenir, équipements sportifs et nomination d'un délégué interministériel chargé du logement confortant l'action du principal bailleur en charge des cités minières (Maisons et Cités – 65 000 logements dont plus d'un tiers classés au patrimoine Unesco). « Réparer » ne peut donc être le fruit d'une action isolée mais de la conjonction d'actions coordonnées agissant par petites touches, d'autant plus que chaque portion de territoire a sa propre identité au plan morphologique, social et économique.
- 47 Le bassin minier n'est plus. Morcelé, il l'a toujours été et le reconnaître peut évidemment déranger, au sein d'un territoire lui-même fractionné, meurtri et pris dans les rets de l'aménagisme généralisé. Cet aménagisme peut mettre à mal les efforts de la collectivité car, de partout, surgissent projets « indispensables » et « urgents » comme cet important centre commercial situé à équidistance de deux villes qui, optant pour le dépérissement de leurs commerces d'entrée de ville, libèrent ainsi d'importantes

réserves foncières qui s'ouvriront à d'autres programmes, notamment d'habitations, parés du qualificatif d'écoquartiers.

- 48 Le bassin minier ne manque pas de projets, mais il n'a pas fait pour autant l'objet d'une cartographie d'ensemble ⁵⁰ on ne saurait confondre un « listing » et une carte. Cette ignorance de l'ensemble des projets peut aller à l'encontre d'un objectif global, en démultipliant inutilement des projets concurrentiels, voire contradictoires, et en proposant de nouvelles extensions urbaines dans l'ignorance des capacités des cités minières qui elles, risquent de disparaître à coup de démolitions, en dépit de la protection du label Unesco.

Les dimensions paysagères et environnementales

- 49 En réalité, et n'est-ce pas quelque peu paradoxal ?, cette cartographie générale existe mais elle ne l'est que pour ce qui est identifié comme paysage.
- 50 Michel Desvigne¹³, dans le cadre d'une étude sur l'Artois, propose de substituer à « l'archipel noir » des sites miniers un « archipel vert », une chaîne de parcs. « La chaîne des parcs et des canaux » couvre 4 200 hectares, trois communautés de communes autour de Lens, sur 45 km de long et 20 de hauteur. Cette chaîne des parcs et des canaux est reliée par un réseau de pistes cyclables et de promenades sur les anciens cavaliers.

Figure 14. Carte de la chaîne des parcs et des canaux.

Capture d'écran du film *Euralens Chaîne des parcs*, 2018, [en ligne] <https://www.euralens.org/actions/la-chaîne-des-parcs.html>

- 51 L'attention, légitime, portée au respect de l'environnement et aux équilibres écologiques se renforce quand elle vient se placer à l'égal de l'action économique et politique, comme le propose Hélène Melin¹⁴. Si elle remarquait en 2002 que la reconnaissance du patrimoine industriel minier se concevait aussi comme un instrument politique au service du développement du territoire, treize années plus tard¹⁵, il lui paraît fondamental que ce patrimoine puisse aussi être compris sous l'angle de ses interrelations avec les écosystèmes. Sachant que le patrimoine industriel, comme vecteur de développement culturel territorial, est un fait maintenant acquis, Hélène Melin considère, qu'à l'issue « des mesures (...) prises pour traiter, confiner ou restaurer les espaces et mesurer la dangerosité des sols », le bassin minier forme un

nouvel écosystème. Celui-ci se développe dans trois milieux (rural, périurbain et urbain) et agit au moins à deux niveaux : celui de la faune, de la flore et du système hydrologique ; celui, symbolique de la reconquête d'une « fierté régionale » à laquelle contribuent les aménagements culturels et de loisir dont les retombées économiques ne sauraient être ignorées.

Conclusion. Le caractère opératoire et généralisable de l'expression « paysage culturel évolutif »

- 52 Rappelons que le bassin minier a été reconnu patrimoine de l'Unesco sur trois critères :
- « témoignage de la conception de l'habitat ouvrier et de l'urbanisme » ;
 - « paysage culturel évolutif vivant défini comme un espace structuré par un urbanisme, des constructions industrielles spécifiques et des reliquats physiques de cette exploitation (affaissements, terrils) » ;
 - comme « témoin de l'évolution des conditions sociales et techniques de l'exploitation des houillères, lieu symbolique majeur de la condition ouvrière et de ses solidarités », soit sur un critère plus mémoriel.
- 53 Ces trois critères font système, reste que les mots utilisés peuvent interroger. Le territoire post-minier du Pas-de-Calais a été façonné par trois siècles d'extraction du charbon, mais en quoi est-il ou fait-il « paysage » ? Étrange appellation, s'il en est, mutant par la magie des mots un territoire minier qui fut essentiellement économique avec tout ce que cela implique d'aménagements, d'infrastructures, de mutation radicale des sols, de fixation, d'encadrement et d'exploitation d'une population, en « paysage culturel » dont chacun mesure, depuis la fermeture du dernier puits il y a trois décennies, qu'il ne peut que poursuivre sa mutation. C'est reconnaître que ce paysage ne peut être figé dans un état qui n'a plus raison d'être, autorisant simultanément son évolution et la conservation du label Unesco, dans des limites qui peuvent elles-mêmes évoluer.
- 54 Quel sens donner à l'adjectif « culturel » ? Faut-il entendre que trois siècles d'exploitation du charbon ont contribué à former un mode de vie spécifique dont les formes se sont perpétuées et se perpétueront encore longtemps au-delà de la post-économie du charbon ? « Culturel » relèverait alors de l'ethnologie ? Ou faut-il le comprendre comme un ensemble de savoirs et de vestiges archéologiques à garder en mémoire et à préserver des injures du temps et des transformations destructrices ? Tout y invite au constat du nombre important de musées, de pôles d'études et de centres culturels mais aussi d'artéfacts qui en perpétuent et magnifient les valeurs et les qualités urbaines et architecturales.
- 55 L'adjectif « évolutif » est lui d'autant plus pertinent que sur certains terrils s'est formé un microclimat propice au développement d'une végétation abritant les promenades alors que d'autres terrils sont interdits au public en raison des gaz nocifs qu'ils laissent encore échapper.
- 56 En dépit des réserves ainsi formulées sur chacun de ces termes (paysage, culturel, évolutif), leur conjonction n'en est pas moins efficace pour le bassin minier (il suffit de se référer au nombre impressionnant de projets dont il fait l'objet). Cette conjonction peut même être appliquée à d'autres situations pour peu que l'on en précise la

polysémie : tout d'abord en étendant le sens du mot « paysage » à des données objectives (géographiques, naturelles et construites, économiques, écologiques...), mais aussi subjectives, portant sur les perceptions individuelles et collectives ; en accordant aussi à l'adjectif « culturel » un sens empreint d'ethnologie et d'un ensemble de valeurs partagées ; enfin en rattachant à l'adjectif évolutif le souci de ne jamais laisser se figer un patrimoine dans son histoire mais de veiller à son actualisation. Ainsi pris, ces trois mots ㄹㄹ paysage, culturel, évolutif ㄹㄹ pourraient s'adapter à tout territoire en tenant compte des situations locales, de leurs enjeux respectifs mesurés à l'aune d'un terrain qu'il conviendrait d'avoir éprouvé et de bien connaître.

- 57 Peut-être faut-il rapprocher cette expression des positions du premier théoricien du paysage que fut l'abbé Laugier au milieu du XVIII^e siècle. Il a publié en 1752 *Observations sur l'architecture*, soit huit ans après la parution des premières cartes générales de la France par Cassini. Marc-Antoine Laugier¹⁶, constatant que l'opposition ville/campagne n'était plus opérante depuis que les villes ne cessaient de déborder de leurs limites et que le royaume s'équipait en particulier de routes et de canaux, prônait une conception globale du territoire au même titre que les cartes de Cassini apportaient une image synthétique et détaillée de la France. L'abbé Laugier recherchait l'harmonie entre ses différentes composantes du territoire, celles héritées de la nature et celles que les activités humaines ne cessaient de produire. Il rapprochait cette conception de l'aménagement du territoire à celle du tracé d'un parc à l'anglaise proposant une symphonie des sensations à partir de dispositifs paysagers contrastés. La différence fondamentale avec l'aménagement généralisé contemporain tient au fait qu'il est maintenant vain de rechercher une possible harmonie. Il nous faut donc reconnaître la fonction stimulante de la dysharmonie et travailler à l'évolution des paysages, donc de l'aménagement, à partir de cette acceptation qui n'est pas pour autant un renoncement.

BIBLIOGRAPHIE

François Beguin, *La construction des horizons. Nature, lieux, paysages dans la littérature et la géographie*, thèse de doctorat soutenue à Paris, EHESS, sous la direction de Gilles Sauter, 1991.

Nadia et Marc Breitman, *Les maisons des mines : dans le Nord et le Pas-de-Calais*, Mardaga (Modèles Urbains), Liège, 1995.

Patrick Céleste, « Voyage d'un architecte conseil au pays des acronymes, des néologismes et des langues indigènes », dans Yankel Fijalkow (dir.) *Dire la ville c'est faire la ville, la performativité des discours sur l'espace urbain*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion (Environnement et société), 2017.

Guy-Louis Debord, « Théorie de la dérive », *Internationale Situationiste*, n° 2, 1958.

Monique Eleb et Philippe Simon, *Le logement contemporain, entre confort, désirs et normes 1995-2012*, Bruxelles, Mardaga (Architecture), 2015.

Monique Eleb et Patrick Céleste, « Généalogie des types de la Région parisienne », dans *Pari(s) Plus petit, Yellow book, données et observations*, réponse des chercheurs à la Consultation sur le Grand Paris, équipe MVRDV/ACS/AAF, 2009.

Andreï Feraru, *Centralités métropolitaines et renouvellement urbain : la machine ségrégationniste métropolitaine*, thèse de doctorat, Paris X-Nanterre, 2012.

Marc-Antoine Laugier, *Observations sur l'architecture*, Bruxelles/Liège, Mardaga, 1979 [1752].

Hélène Melin, « Préservation du patrimoine industriel et restauration écologique, de l'incompatibilité à la complémentarité : inventer un nouvel équilibre nature/culture », dans TICCICH, *Le patrimoine industriel au XXI^e siècle : nouveaux défis*. Colloque international, du 6 au 11 nov. 2015, Campus Moulins université Lille 2, [en ligne].

Philippe Panerai, *Formes et échelles du Grand Paris*, Paris, Éditions de la Villette, 2008.

Caroline Rozenholc, Patrick Céleste, Orfina Fatigato et Andreï Feraru « La plaine d'Achères : réflexions sur un espace d'entre-deux », *Carnets de géographes* [En ligne], 7 | 2014, mis en ligne le 1^{er} déc. 2014, consulté le 3 mai 2020, [en ligne] <http://journals.openedition.org/cdg/531> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cdg.531>

Jean-Louis Subileau (coord.), *Préfiguration d'un Contrat partenarial d'intérêt national pour le bassin minier du Nord et du Pas-de-Calais*, rapport du ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer, du Conseil général de l'environnement et du développement durable (MEEDM-CGEDD), Isabelle Maréchal (IGAC) et « Une fabrique pour la ville », IGAC 2016-41, 2017.

NOTES

1. <https://www.culture.gouv.fr/Espace-documentation/Rapports/Prefiguration-d-un-contrat-partenarial-d-interet-national-pour-le-bassin-minier-du-Nord-et-du-Pas-de-Calais>, consulté le 4 mai 2020.
2. La gestion du label Patrimoine Unesco est assurée par une association loi 1901, la Mission du bassin minier, à laquelle participent l'État, la Région, les départements du Nord et du Pas-de-Calais, les communes ainsi que d'autres organismes.
3. Maître de conférences en géographie à l'ENSA Paris-Val de Seine – UMR 7218 CRH-LAVUE.
4. Caroline Rozenholc, Patrick Céleste, Orfina Fatigato et Andreï Feraru, « La plaine d'Achères : réflexions sur un espace d'entre-deux », *Carnets de géographes* [En ligne], 7 | 2014, mis en ligne le 1^{er} déc. 2014, consulté le 3 mai 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cdg/531> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cdg.531>
5. Philippe Panerai, *Formes et échelles du Grand Paris*, Paris, Éditions de la Villette, 2008. Dans cet ouvrage, l'auteur fait l'inventaire des différents projets d'aménagement de l'Île-de-France qui, depuis le début du siècle dernier, n'ont cessé d'être produits, délaissés et qui resurgissent, disparaissent et reviennent, laissant des traces durables dans le paysage même quand ceux-ci n'ont pas été réalisés ou même ne le seront pas.
6. Procédé de préfabrication par panneaux de béton dû à l'entreprise Camus ; l'ingénieur qui a donné son nom à ce système connu, aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale, un immense succès.
7. Voir le néologisme « individus en co-mobilité (Marie-Christine Fourny).
8. Parmi les 353 « objets » bâtis et néonaturels inscrits au patrimoine Unesco sur l'aire du bassin minier (3943 hectares sur 87 communes) figurent 24 000 des 70 000 logements qui composent la myriade de cités égrenées tout au long du filon, à proximité immédiate ou autour des anciens puits et installations minières.

9. *Op. cit.*

10. On ne peut ignorer la part revenant au mouvement du « philanthropisme patronal », marqué à droite mais qui, au plan des aménagements et équipements urbains, s'apparente au mouvement « municipaliste » porté plutôt par les maires se réclamant du progrès social.

11. « Patrimoine culturel évolutif » est l'expression même appliquée au classement du bassin minier au patrimoine mondial de l'Unesco en 2012.

12. *Op. cit.*

13. Michel Desvigne (Grand Prix de l'urbanisme 2011) mandaté par Euralens centralité et en partenariat avec Christian de Portzamparc, mène depuis près de dix ans une étude couvrant 1200 hectares et 10 kilomètres de chemins et de voies autour de Lens. Il s'agit de la Chaîne des parcs et des canaux contribuant à la métamorphose paysagère et pour une part programmatique d'un site minier que les aménagements successifs ont particulièrement morcelé.

14. Hélène Melin, *La construction d'un patrimoine industriel dans le Nord-Pas-de-Calais : du travail de mémoire au développement local*, thèse de doctorat, Université Lille 1, 2002.

15. Hélène Melin, *Préservation du patrimoine industriel et restauration écologique, de l'incompatibilité à la complémentarité : inventer un nouvel équilibre nature/culture. Le patrimoine industriel au XXI^e siècle : nouveaux défis*, colloque international, du 6 au 11 nov. 2015, Campus Moulins université Lille 2.

16. Marc-Antoine Laugier, *Observations sur l'architecture*, Bruxelles/Liège Mardaga, 1979 [1752]. Dans cet ouvrage, il est question de paysage (le territoire conçu à l'égal d'un parc où se conjuguent harmonieusement ses mille composantes, fussent-elles de nature et d'époques profondément différentes) et d'architecture, pour laquelle il faut, au contraire, épurer tout ce qui la surcharge et revenir à ses fondamentaux débarrassés du style rococo.

RÉSUMÉS

Le bassin minier du Nord-Pas-de-Calais ne peut être séparé du contexte plus large dans lequel il s'inscrit. A-t-il d'ailleurs un jour existé sinon aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale, quand les différentes concessions minières du Nord et du Pas-de-Calais furent regroupées en une seule main nationale (Les Charbonnages de France) qui ne fut dissoute qu'en 2007 ? Le territoire du bassin minier relève d'une construction et n'a trouvé pleinement son statut qu'avec sa reconnaissance par l'Unesco, en 2012, comme patrimoine mondial de l'humanité, soit plus de deux décennies après la fermeture du dernier puits. « Réparer les territoires post-miniers » ne peut alors se concevoir et être efficace que si cette réparation se fait en étroite interaction entre les différentes échelles du territoire. C'est ce à quoi s'attachera cet article en montrant comment « réparer » peut se comprendre de plusieurs manières : comme conservation d'un patrimoine, en assurant sa mémoire et sa pérennité, comme ouverture à de nouveaux usages et enfin comme nécessité consécutive à de profonds traumatismes, ceux que l'exploitation minière a fait subir aux personnes et au territoire. Au-delà des seuls mineurs, c'est l'ensemble des habitants du département qui continue d'en subir les conséquences. S'y ajoutent d'autres processus destructeurs d'ampleur comparable aux deux précédents : le « tout voiture » et l'étalement urbain. Deux domaines de réparation se conjuguent donc : ceux propres au bassin minier et ceux propres aux formes contemporaines de l'occupation du territoire. C'est en tant qu'architecte-conseil de l'État ayant travaillé sur des dossiers relevant du bassin minier que je souhaite porter témoignage. Je me suis forgé une conviction que je livre dans ces pages : réparer le bassin minier doit se faire en contribuant à une réparation à l'échelle du territoire en améliorant ses

différentes entités géographiques, économiques, matérielles et sociales, en acceptant toutefois la fonction stimulante de la dysharmonie généralisée à laquelle ont mené tant de décennies d'aménagement. Il nous faut donc reconnaître et travailler à l'évolution des paysages, donc de l'aménagement, à partir de cette acceptation. Elle n'est pas pour autant, loin s'en faut, un renoncement.

The Nord-Pas-de-Calais mining basin cannot be considered outside of its wider context. Did it ever exist, if not in the aftermath of the Second World War, when the various mining concessions in the North and Pas-de-Calais were grouped into a single national hand (Les Charbonnages de France), which was only dissolved in 2007? The mining basin is therefore a construction that fully found its status once acknowledged as a World Heritage Site by UNESCO in 2012, more than two decades after the closure of its last well. "Repairing post-mining territories" can only be conceived and be effective if done in close interaction with the territory's various scales, which is the topic of this article. It shows how the very notion of "repairing" can be understood in different ways: as conserving a heritage, both by preserving its memory, its continuity and its new customs; as well as a necessary response to the deep trauma that mining inflicted upon a rural and natural territory, and that the cessation of mining activity inflicted upon those who were dedicated to it. Indeed, beyond just the miners, the departmental inhabitants as a whole continue to endure the consequences of this trauma today. Another similarly destructive process can be seen in the general processes of "everything by car", urban sprawl, etc. A conjunction existing between the two fields thus requires repair: those specific to the mining basin as well as those specific to the various forms of territorial occupation. As a state consulting architect, having worked on files related to the mining basin, I wish to bring my personal testimony and my own conviction here: the repair of the mining basin must be done by contributing to a wider repair at the territorial scale, in the same way that every improvement at the territorial scale contributes to those of the mining basin's various geographical, economic, material and social entities.

INDEX

Keywords : Heritage, Evolutionary Cultural Heritage, Landscape, Mineral Mining Pool, Mining Village, Territorial Planning, Plannerism

Mots-clés : Patrimoine, Patrimoine culturel évolutif, Paysage, Cités minières, Aménagement territorial, Aménagement

AUTEUR

PATRICK CÉLESTE

Architecte-urbaniste praticien, Patrick Celeste est chercheur au laboratoire ACS (UMR AUSSER 3329, ENSA Paris-Malaquais), MA des écoles nationales supérieures d'architecture, honoraire, architecte-conseil de l'État, honoraire et membre titulaire de l'Académie d'architecture (France). En tant qu'architecte praticien, il a réalisé de nombreux logements locatifs sociaux et équipements. En tant qu'urbaniste, il a coordonné et continue de poursuivre les études et la réalisation de plusieurs opérations urbaines ainsi que le conseil pour la programmation et l'architecture de divers projets tant à Paris (Zac du bassin de la Villette, secteur Nord-Émile Chaine), en proche banlieue parisienne (Grand Paris Seine et Oise, Conflans-Sainte-Honorine, Montreuil, Bagnolet, Gennevilliers ...), en « régions » (Marseille, Bordeaux, Reims), qu'au

Vietnam. Pendant huit années, il a fait partie d'une des équipes du Grand Paris et de l'Atelier International du Grand Paris.